

La crise, les restrictions et les germes du changement



Het is niet aan ons om hun crisis te betalen!
Ce n'est pas à nous de payer le se!

Résolution du Conseil national du PTB,
15 mars 2010



www.ptb.be

Les gens d'abord, pas le profit

PTB

Éditions du PTB (Parti du Travail de Belgique)
Boulevard M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles
www.ptb.be • ptb@ptb.be • 02 504 01 12

Ed. resp. : Marie-Rose Eligius, boulevard M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles

Le capitalisme en crise et la montée de la résistance

1. *Nous vivons une crise du système.* Une crise du capitalisme dans laquelle toutes les contradictions s'accumulent rapidement. La crise touche en même temps l'économie, les finances, les États mêmes, la situation sociale, la démocratie et les relations internationales. À sa base se trouve une grave crise de surproduction qui, par son ampleur et son impact, n'est comparable qu'à la crise des années 1930. Avec l'intervention massive des États, la crise s'est étendue aux finances de l'État. Ce qui la rend encore plus mondiale que celle d'il y a quatre-vingts ans et tout aussi dénuée de perspective. Nous devons nous attendre à une longue période de marasme économique, d'importantes restructurations et de lourds plans d'austérité. Vient s'y ajouter un défi qui, dans les dix années à venir, va imposer des changements importants dans la société : le réchauffement de la terre. Le capitalisme s'enfoncé de tous côtés dans un borborygme profond.

2. *La résistance dans le monde augmente et, dans notre pays aussi, les germes du changement sont présents.* Les grèves chez AB InBev, Alken Maes, Janssen Pharmaceutica... et la marche pour l'emploi, avec ses 35 000 participants, ont été autant de signaux de ce changement. Comme le montre la nouvelle colère blanche dans le non marchand et la résistance à la restructuration de Carrefour. Une fois que les gens trouvent en eux-mêmes la force, ils sont en mesure de faire de grandes choses. Dans ce contexte, la demande d'explications cohérentes se fera plus pressante, des solutions concrètes seront réclamées et un parti conséquent qui défend réellement les intérêts des travailleurs sera d'autant plus nécessaire.

3. *À la base, il y a la crise économique de surproduction.* La croissance de l'après-guerre a déjà connu une stagnation en 1973. Quand cette crise de surproduction s'est avérée bien plus profonde qu'une simple « crise du pétrole », la bourgeoisie s'est lancée dans une approche néolibérale agressive. Cela a abouti à une mondialisation et une libéralisation des marchés financiers, à une prolifération débridée du crédit et de la spéculation. La demande a ainsi été stimulée artificiellement. Aujourd'hui, ces bulles de savon ont explosé et la crise de la surproduction s'étale en long et en large sous nos yeux. L'an dernier (en 2009), pour la première fois depuis les années 1930, la richesse mondiale (le produit intérieur brut – le PIB – mondial) a baissé. Et le commerce mondial a régressé de 20 %. Aujourd'hui, l'Europe se trouve dans l'œil du cyclone. Le produit national brut (PNB) des États-Unis a baissé de 3 %, celui de l'Europe de 4,1 % (Irlande – 7,5 % ; Espagne – 3,7 % ; France – 2,2 % ; Pays-Bas – 4,5 % ; Allemagne – 5 %). Dans notre pays, l'an dernier, la production a baissé de 2,9 %. Ce sont des régressions très lourdes et jamais vues depuis la crise de 1929. Le chômage atteint des chiffres élevés. Dans la plupart des pays, il a augmenté de moitié, quand ce n'est pas de quatre cinquièmes. On s'attend à 19,8 % en Espagne (contre 11,3 % en 2008), à 14,8 % en Irlande (contre 6 %), à 11,6 % en Allemagne (contre 7,3 %) et à 11,2 % en France (contre 7,4 %). L'an dernier, en Belgique, il y a eu 65 000 chômeurs de plus. Pour l'Union européenne, il y a eu 5 millions de chômeurs en plus (21,8 millions en tout, soit 9,1 %).

Le rapport annuel de la Banque Nationale le confirme : il y a une légère reprise mais elle est très fragile. Les plans de relance du gouvernement ont empêché que l'économie ne s'effondre plus bas encore et le remplissage des stocks dans les entreprises a assuré une légère reprise. Mais ce n'est pas une reprise car il n'y a pas de renouvellement de la demande de marchandises et de services. L'argent de

l'État est épuisé et la consommation privée n'augmentera pas en cette période de chômage en forte hausse. Il n'y a pas non plus de nouveaux investissements, car le secteur industriel est toujours aux prises avec une surproduction. Avant la crise, dans notre pays, on tirait parti de 85 % de la capacité de production. Aujourd'hui, d'après la Banque Nationale, on n'en est plus qu'à 75 %. Le fait qu'un quart des capacités de production ne soit pas utilisé va donner lieu à de nouvelles restructurations très lourdes. De plus, l'an dernier, les exportations de notre pays ont fortement régressé : jusqu'à - 16 %.

4. *La crise financière* a été maîtrisée grâce à l'injection du plus grand montant de l'histoire de l'humanité : 2 000 milliards de dollars venant des États (200 milliards d'euros pour l'Union européenne). Cette intervention a été accompagnée de la promesse que le monde financier allait être réformé de fond en comble. Mais, une fois que les banquiers et les spéculateurs ont reçu l'argent, ils sont retournés sans vergogne à leurs bonnes vieilles pratiques du monde des affaires. C'est même plus grave que jamais. La leçon que ces vautours ont tirées se résume ainsi : « Nous avons appris qu'une attaque cardiaque n'est pas mortelle. » (Rubinstein, du Carlyle Group, à Davos). En langage clair : les gouvernements nous ont quand même aidés, car nous sommes *too big to fail* (trop importants pour faire faillite). Rien n'a changé, malgré toutes les promesses ronflantes. La spéculation se poursuit tout simplement. Les bonus ont toujours cours sans la moindre entrave, même si, aujourd'hui, ces sommes proviennent directement de l'argent de nos impôts. Le PDG de la Goldman Sachs, par exemple, a touché récemment un bonus de 9 millions de dollars. Plus encore, avec l'argent qu'ils ont reçu des gouvernements, ces requins spéculent désormais contre les États mêmes. L'État grec a subi une attaque de la part de spéculateurs et la holding financière japonaise Nomura conseille également de prendre la Belgique en tenaille en raison de l'ampleur de sa dette d'État, de ses banques chancelantes et du montant particulièrement élevé qu'il a fallu débloquent pour venir en aide au secteur bancaire et lui assurer des garanties.

5. *Nous allons vers une crise des États* (des budgets). Tous les efforts du monde du travail pour atteindre la norme de Maastricht ont été balayés d'un seul coup. La Grèce, l'Irlande et l'Espagne accusent un déficit budgétaire de plus de 10 % de leur produit intérieur brut (PIB). Les États-Unis, de 10 %. La France, de 8,3 %. Le Portugal, de 8 %, et la Belgique, de 6 %. L'argent est allé aux banques et il n'y a quasiment plus d'argent pour appliquer une politique keynésienne. En Europe, en moyenne 1 % seulement du PIB va aux plans de relance (Allemagne 1,5 %, Pays-Bas 1 %, France 0,9 %, Belgique 0,4 %). Aux États-Unis, il s'agit de 2 %, alors que la Chine investit 7,1 % de son PIB dans un plan de relance. Au sein de l'Union européenne, le capitalisme est incapable d'imaginer autre chose que les normes de Maastricht (le pacte de stabilité). Et il ne fait que resserrer une nouvelle fois – sous l'appellation « Europe 2020 » – la stratégie concurrentielle de Lisbonne élaborée en 2000, qui a pourtant complètement échoué. C'est aujourd'hui l'enjeu du sommet européen de ce printemps, à Bruxelles, et de la présidence belge du second semestre de cette année. Les conservateurs, libéraux, nationalistes, sociaux-démocrates et verts de l'Europe sont d'une unanimité touchante, à ce propos. Partout, des plans d'austérité sont prêts et tout le monde s'accorde à dire qu'ils vont faire très, très mal. Ce sera une offensive « sans tabous ».

Dans notre pays, le gouvernement a reporté les lourdes mesures d'austérité dans l'attente d'une reprise de l'économie. Celle-ci ne vient pas et, désormais, c'est un plan d'austérité draconien de plus de 9 milliards d'euros qui nous attend afin de ramener le déficit budgétaire à 3 % du PIB en 2012, comme l'impose la Commission européenne. Au total, il s'agit d'assainir un déficit de plus de 18 milliards d'euros par an d'ici 2015.

La situation en Grèce (ainsi qu'en Espagne, en Irlande, au Portugal) aboutit à la toute première crise de l'eurozone même. Les contradictions au sein de l'Union européenne s'accroissent : entre l'Allemagne et son économie relativement plus forte et les pays méditerranéens, les pays de l'Europe de l'Est et les États baltes, qui ont été le plus lourdement touchés par la crise. Il y a également des contradictions croissantes entre l'Union européenne et les États-Unis.

6. La double attaque des années à venir – avec une nouvelle vague de restructurations (dont Carrefour n'est qu'un avant-goût) et, en même temps, des restrictions draconiennes – va mener à *une crise sociale croissante*. Aujourd'hui, les conséquences de la crise sont ressenties le plus par les personnes qui vivent d'allocations sociales : les pensionnés, les chômeurs, les malades... Ils vont connaître des temps encore plus difficiles et seront de plus en plus nombreux. De nouvelles formes d'organisation sont nécessaires pour impliquer ce groupe sans cesse croissant d'exclus dans le combat du monde du travail. Mais, dans un avenir proche, un nombre grandissant d'actifs ressentira de plus en plus directement les effets de la crise. Avec des conditions de salaire et de travail en baisse et des difficultés financières. Déjà, les esprits sont préparés : « Pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, la génération à venir sera plus mal lotie que la génération actuelle. » L'hebdomadaire *Knack* écrit : « En Belgique aussi où, cette année, le chômage va approcher le niveau record de 1970, le système social va connaître une forte pression. Au cours des années à venir, le gouvernement fédéral va devoir faire des coupes sombres pour au moins 18 milliards. C'est surtout la classe moyenne qui risque d'être victime de ces restrictions. À moins que le monde des entreprises ne soit disposé à consentir de nouveaux efforts. »

7. Tout cela mène également à *une crise des relations internationales*. Le fossé entre les ambitions des États-Unis et leur capacité à les réaliser s'élargit de plus en plus. Le pouvoir du dollar faiblit à vue d'œil. L'hostilité aux plans militaires et à l'hégémonie mondiale des États-Unis grandit sur tous les continents. Pendant ce temps, aux États-Unis, l'économie est de plus en plus militarisée. L'an dernier, la somme colossale de 1 000 milliards de dollars a été dépensée dans le secteur militaire. Sous Obama, ce montant a même augmenté : aujourd'hui, un quart de tout l'argent fédéral des impôts y va directement. Le matériel de guerre ne cesse de s'amasser.

On assiste à des tensions croissantes

a) Entre les États-Unis et la Chine

La Chine est la puissance économique à la montée la plus rapide au monde et elle est sortie victorieuse de la crise du crédit. En février 2010, la Chine est devenue le plus grand pays exportateur de la planète. Elle détient plus d'un cinquième de la dette extérieure des États-Unis. Les deux pays sont le partenaire commercial le plus important l'un de l'autre, mais la Chine s'emploie activement à trouver une alternative à cette situation. Elle a mis sur pied la plus importante communauté libre-échangiste au monde : l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean) + la Chine, groupant ensemble plus de 2 milliards d'humains. Indépendamment des États-Unis, la Chine a conclu une collaboration avec la Russie et quatre républiques de l'Asie centrale : l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). Si on y ajoute l'Inde, le Pakistan et l'Iran, cette OCS est sur le point de rassembler plus d'un habitant sur deux de la planète. Aujourd'hui, la Chine étend également sa collaboration à l'Afrique et à l'Amérique latine. À Copenhague, les pays du « BASIC » (Brésil, Afrique

du Sud, Inde et Chine) ont tenu bon contre les États-Unis d'Obama et l'Union européenne. La Chine y est intervenue comme porte-parole des pays pauvres et des pays émergents, qui réclament de la part des pays développés des efforts bien plus importants pour réduire leurs rejets de CO₂. De leur côté, les États-Unis adoptent une attitude plus agressive à l'égard de la Chine. Ils exigent que celle-ci réévalue sa monnaie et lui ont imposé de nouvelles restrictions à l'importation. Washington a vendu pour 6 milliards de dollars d'armes à Taiwan et Obama a reçu le dalaï-lama à la Maison-Blanche. Sur le continent asiatique, de nouvelles bases américaines sont construites.

b) Entre les États-Unis et le reste du monde

- Le retrait de l'Irak annoncé par Obama a été reporté au long terme et 30 000 militaires de plus ont été envoyés en Afghanistan, où ils vont préparer une grande offensive. Mais, dans les deux pays, les troupes d'occupation occidentales sont dans l'impasse.
- Les États-Unis et Israël veulent s'en prendre à l'Iran car ce pays veut enrichir de l'uranium (ce qui lui est autorisé par les législations internationales). Tous deux se heurtent, primo, à un Iran qui se cramponne à sa souveraineté et, secundo, au veto de la Chine.
- En Amérique latine, on assiste à une opposition croissante aux plans d'installation de 7 nouvelles bases militaires des États-Unis en Colombie, au coup d'État au Honduras, au blocus incessant à l'encontre de Cuba et aux menaces à l'adresse du Venezuela. Les pays de l'Alliance bolivarienne poursuivent leur intégration régionale, sans – et donc contre – les États-Unis.
- En raison du rétablissement de l'économie et de l'attitude plus autonome de la Russie, l'Otan ne parvient plus à poursuivre son expansion vers l'est.
- De nouveaux pôles économiques se développent, qui essaient de suivre leur propre cours indépendamment de l'Occident. Il s'agit entre autres du Brésil, de l'Inde et de l'Afrique du Sud.

8. La crise économique, la crise financière, la crise des États, la crise sociale et la crise des relations internationales ont également abouti à *une crise démocratique*. Aux États-Unis, Wall Street a pris le pas sur le Congrès pour déterminer la politique économique. Les élites financières et industrielles dictent les orientations politiques. Elles exigent une « vraie autorité », veulent des « gouvernements forts » (des gouvernements à pouvoirs spéciaux). Ici, c'est la peur de l'opposition populaire qui se manifeste. Les élites savent qu'elles peuvent s'attendre à de nouvelles protestations parce que la seule chose qui attend bien des gens, c'est l'incertitude et l'insécurité sociale. Pour brider cette résistance, l'arsenal de répression et de contrôle est fortement étendu et est généralisé pour en faire un Big Brother géant. La criminalisation de cette résistance s'accélère de plus en plus. Voyez les astreintes, les licenciements de délégués chez IAC-Fiat, l'intimidation chez Procter & Gamble, les « méthodes particulières de recherche et de renseignement » qui accroissent le pouvoir de la police et de la sûreté de l'État, etc.

9. Le mode de production capitaliste ne nous a pas seulement apporté la crise de surproduction, il est également responsable de la *crise climatique*. Un gigantesque bouleversement dans le mode de production est nécessaire pour en arriver à une production pauvre en carbone. Mais même les objectifs minimaux de Copenhague ont lamentablement échoué. Or, ce bouleversement ne pourra venir sans une intervention draconienne, planifiée et de longue durée. Ce qui va à l'encontre de

l'essence du capitalisme, où la « main invisible » du marché règne sur tout, y compris sur les émissions de CO₂. A travers la vente des droits d'émission, des entreprises très polluantes engrangent des profits supplémentaires car, en raison de la crise, il y a actuellement un important excédent de droits. Des résultats durables sont indispensables tant que le climat dépendra du marché.

10. La crise multiple dans laquelle se trouve le capitalisme offre des opportunités et des possibilités de remettre à nouveau le socialisme au centre du débat politique. C'est ce que déclare aussi Joseph Stiglitz qui a démissionné, en son temps, de son poste d'économiste en chef de la Banque mondiale : « Le combat pour les idées pour savoir quel système économique est le meilleur pour le peuple est un héritage de la crise actuelle. Nulle part, ce combat n'est mené avec plus d'acharnement que dans le tiers monde, en Asie, en Amérique latine et en Afrique, où vit 80 pour cent de l'humanité. Là-bas, la lutte des idées entre le capitalisme et le socialisme fait rage. (...) Les historiens feront remarquer plus tard que la période du triomphalisme américain, après 1989, aura à peine duré vingt ans. (...) Après la chute du Mur, les pays communistes de l'Europe de l'Est ont remplacé Karl Marx par Milton Friedman. La nouvelle religion ne leur a apporté aucun salut. Beaucoup de pays peuvent tirer la conclusion que non seulement le capitalisme de liberté à l'américaine s'est soldé par un échec, mais aussi que le concept même de l'économie de marché ne fonctionne pas. »

Dix-huit milliards d'économies, la taxe des millionnaires et le début du changement

11. Beaucoup s'attendaient à ce que le gouvernement passe déjà à un plan d'austérité draconien avec son budget 2010-2011. Mais la patate chaude a été renvoyée à plus tard et le déficit de 25 milliards a été ramené à 18 milliards. Aujourd'hui, tous les partis traditionnels sont d'accord pour appliquer *un plan d'austérité draconien* qui sera plus lourd encore que celui de Val Duchesse (1986) et que le Plan global (1993-1996) mis ensemble. C'est ce qu'a annoncé le chef du Bureau du Plan. C'est aussi ce qui figure dans le rapport de la Banque Nationale. Au total, 18 milliards d'euros d'économies sont nécessaires pour remettre le budget en équilibre. Le gouvernement veut réaliser cela pour 2015 et réduire le déficit de moitié pour 2012, comme l'exige l'Union européenne. Cette année et/ou l'année prochaine, le gouvernement veut donc économiser 9 milliards d'euros (360 milliards d'anciens francs) ou trouver de nouvelles rentrées. Un montant encore jamais vu. Cela signifie : des économies draconiennes dans les services publics, dans les pensions, dans l'assurance maladie, dans l'enseignement...

L'an dernier, le gouvernement a établi un budget 2010-2011 d'une « solidité tranquille », selon les mots d'Herman Van Rompuy, afin de ne pas devoir asséner de brutaux coups de marteau en une année électorale et dans l'espoir qu'une reprise de l'économie allait d'elle-même résoudre les problèmes. La profondeur de la crise, les événements en Grèce et la contrainte de la Commission européenne contrecarrent ce petit plan. Tout un paquet de mesures pourraient déjà débarquer en automne 2010. Mais, en tout cas, la prochaine campagne électorale se fera sous le signe des restrictions en vue du budget de 2012.

12. Ce plan d'austérité viendra en plus de *la nouvelle vague de licenciements*. L'an dernier, 65 000 personnes ont été jetées à la rue et, cette année, le Bureau du Plan prévoit encore 60 000 nouveaux licenciements. L'emploi va se muer de plus en plus en un thème de lutte important. Et les deux revendications avancées par le PTB, celle de l'interdiction de licenciements pour les entreprises rentables (la loi InBev),

et celle de la création massive d'emplois avec la taxe des millionnaires, gagneront encore en actualité.

13. Les libéraux sont aux avant-postes des plans d'austérité. Reynders et De Croo plaident ouvertement pour des assainissements dans la sécurité sociale, pour de nouvelles taxes sur l'énergie et pour de nouvelles réductions d'impôts. Nous ne pouvons que constater que les sociaux-démocrates suivent à nouveau cette stratégie libérale de l'austérité. À l'instar de leurs collègues en Grèce et en Espagne. Le Parti socialiste est dans le gouvernement et sa ministre des Affaires sociales, Laurette Onkelinx, déclare : « J'ai accepté que les déficits soient ramenés à 3 % dès 2012... Il faut agir plus fort. » Elle propose un grand *Pacte social*. Une transaction visant à réduire de 66 % à 50 % le salaire indirect (les cotisations patronales à la sécurité sociale). C'est un cadeau de 10 milliards d'euros par an aux patrons. Or, depuis 1993, les cotisations sociales ont déjà baissé de plus de 7 milliards d'euros. Le « financement alternatif » de la sécurité sociale doit donc être augmenté via de nouvelles taxes, dont une taxe environnementale injuste et une taxe sur le capital. Cette taxation sur le capital sert de monnaie d'échange symbolique pour les restrictions essentielles. Il est très probable que les taxes symboliques sur le capital ne seront même pas appliquées. Ce fut déjà le cas lors du Plan global en 1993. Thierry Bodson, secrétaire général de la FGTB wallonne, l'a récemment déploré : « La seule mesure jamais mise en œuvre dans le Plan global des années 90, c'est l'imposition du patrimoine... On ne nous aura plus. Quelle erreur ce serait que de croire aux bienfaits de l'austérité. »

14. Le SP.a de Caroline Gennez, pourtant dans l'opposition au fédéral, marche lui aussi dans cette logique. Seulement, de façon tactique, elle formule la chose autrement. Elle parle d'une taxe sur les revenus de la fortune. Mais ce qu'elle rapportera (3 milliards) ira à... la réduction des cotisations sociales. C'est Robin des Bois qui va chercher l'argent chez les riches pour ensuite le redistribuer aux plus riches des riches. Considérée sous l'angle des dépenses et des rentrées, c'est une opération zéro. De cette façon, on dénature l'idée d'un impôt sur les fortunes qui, avec plus de 8 milliards d'euros de rentrées, donnerait des moyens pour l'emploi et la sécurité sociale.

Les contours d'un Pacte social, avec le dogme libéral d'une nouvelle réduction des cotisations sociales, ont été approuvés par le conseil des ministres du 5 mars. Ce projet de pacte sera à l'ordre du jour de la concertation à trois avec les patrons et les syndicats. Si un accord sortait à ce propos, il pourrait être appliqué assez rapidement, indépendamment du débat sur le budget. La diminution des cotisations sociales signifie une réduction du salaire indirect. Il s'agit d'une nouvelle atteinte à la sécurité sociale, précisément au moment où de plus en plus de personnes en ont absolument besoin.

15. Le premier dossier que le gouvernement veut aborder est un Pacte des générations bis, une nouvelle *réforme des pensions*. Le ministre Daerden, du Parti socialiste, va faire connaître son *Livre blanc*, dans lequel figure un inventaire de propositions au gouvernement. Celui-ci tranchera avant les vacances d'été.

La réforme des pensions est imposée de deux côtés. L'Union européenne présente une nouvelle fois sa fameuse « stratégie de Lisbonne ». Cette fois, sous l'appellation « Europe 2020 ». Le taux d'emploi, qui s'est effondré à cause de la crise, doit être sérieusement relevé. Non pas par des investissements massifs dans de nouveaux emplois publics. Mais bien plus, en poursuivant la « politique d'activation » et en faisant travailler les personnes âgées plus longtemps. C'est en même temps ce que la Commission européenne appelle « la solution » pour faire baisser le coût du vieillissement.

La proposition principale du *Livre blanc* est que l'âge réel, effectif de la prépension soit reporté de trois ans. Ce sera un nouveau Pacte des générations, avec de nouvelles mesures contre la prépension.

16. En plus de la réforme des pensions, les plans d'austérité démarreront sans doute autour de quatre axes :

- a) L'attaque contre le statut des employés. Introduire le chômage temporaire pour les employés, de même que le modèle de la flexicurité. Et réduire leur délai de préavis. Les négociations sont prévues de mars à décembre 2010.
- b) L'Accord interprofessionnel. Il est possible qu'on y introduise un nouveau blocage des salaires, en échange de la liaison au bien-être des allocations sociales promises depuis tant d'années déjà. Ou en échange de l'introduction d'une pension complémentaire dans le deuxième pilier.
- c) L'attaque contre les conditions de salaire et de travail, via le détricotage des commissions paritaires ou (comme chez Carrefour) par le chantage.
- d) L'attaque contre les fonctionnaires et les services publics.

17. Face à la nouvelle vague d'austérité antisociale, il y a l'alternative 1-2-3 que le PTB met en avant depuis septembre 2009 : 1 milliard d'euros grâce à un impôt de crise sur les banques ; 2 milliards d'euros par la suppression des intérêts notionnels ; 3 milliards d'euros via la lutte contre la fraude fiscale. Mais pour le PTB, la priorité reste un réel plan d'urgence sociale avec, comme pierre angulaire, la taxe des millionnaires afin de créer de nouveaux emplois et de refinancer la sécurité sociale.

La question centrale, dans la période à venir, sera : Qui va payer la crise ? Il n'y a pas trois possibilités. Ce sera ou le monde du travail, ou les millionnaires. Et, avec la taxe des millionnaires, il s'agit d'un plan réel pour faire payer la crise aux riches. Elle fournira plus de 8 milliards d'euros et cet argent est d'une nécessité absolue. Elle montre clairement ce qu'est une mesure réelle et efficace contre le grand capital. Et c'est le contraire de demi-mesures symboliques qui ne servent que de paratonnerre contre les restrictions antisociales.

18. Les possibilités pour la taxe des millionnaires sont grandes. Il y a actuellement 10 417 fans de cette taxe. 5 015 de ces fans ont été rassemblés par le travail militant, les autres via Internet. La campagne ouvre l'horizon et insuffle toute une dynamique. La période qui nous attend sera difficile. Mais il ne sert à rien de se lamenter et de se plaindre. Il nous semble important précisément de faire pousser les germes du changement, aussi petits soient-ils. Chez Bayer et AB InBev, on est parvenu, en front commun syndical, à repousser pour l'instant les plans de grandes multinationales qui font des bénéfices. Et, malgré dix enterrements solennels orchestrés par certains médias, il s'est avéré que la résistance chez Opel n'était pas morte. Notre pays a une histoire sociale très riche qui, d'ici peu, sera mise en lumière lors de la commémoration du 100^e anniversaire de la célébration du 1^{er} mai dans notre pays, comme journée de lutte du monde du travail. Si nous pouvons associer la tradition de lutte sociale de notre propre histoire sociale au potentiel de résistance qui existe aujourd'hui, beaucoup de choses sont possibles. Et, dans ce cas, le monde du travail aura à nouveau « un monde à gagner ».